

Le bazar « Über alles » ! Comment le phénomène Uber commence déjà à dérapage sur les chaussées mondiales



Le fondateur de Uber, qui eu l'idée de créer Uber en France, après une expérience douloureuse avec les taxis parisiens, aime les pieds de nez.

Avec Denis Jacquet

Une large partie de ses ascendants ont disparu dans l'abyme, que constitue cet épisode honteux de notre histoire Européenne, encore si proche, celle du Nazisme. C'est une grimace aux théories eugéniques qui prônaient l'arrivée de l'« übermensch » ce surhomme, cet être parfait décrit par ce cinglé d'Hitler, qu'il voulait imposer au monde. A plus de 70 ans d'intervalle, c'est le cri de revanche d'un homme qui souhaite, dans son domaine, imposer une « über société » qui contrôlerait le monde, par un service parfait centré sur le client. C'est un magnifique rêve d'entrepreneur, assis sur un besoin de résurrection compréhensible pour celui, qui comme nombre d'hommes et femmes de ces pays, ont perdu leurs racines en perdant les leurs, dans les camps nazis. Gazés, humiliés et partis en fumée, la vie, maintenue au travers de leurs rares descendants, retrouve son cours par la création de succès mondiaux, que le désir d'exister pousse à enterrer la mémoire de mort. Respect. Mais...

Uber est un phénomène que nous avons généré mais dont nous ne toucherons pas les bénéfices. Uber cela aurait pu être G7. Il aurait fallu pour cela que cette société au lieu de s'endormir sous le poids confortable de la rente, pense sortir de la torpeur dans laquelle plongent les situations de facilité, pour innover et devenir notre champion mondial. Mais les actionnaires de cette société, héritière des faveurs Mitterrandiennes, ont choisi leur camp, celui de la rente, maintenant dans la pauvreté des chauffeurs obligés de bosser 70H par semaine, pour un salaire indécent, et un chiffre d'affaire obéré par le remboursement de la licence et les redevances monstrueuses versées à G7, qui cumule près de la moitié des taxis et des courses à Paris. Cumulait pour être plus juste, jusqu'à l'arrivée des VTC et du fameux et fumeux Uber.

Décidément nous aurons eu le minitel mais pas l'internet, nous aurions pu avoir la domination mondiale au lieu de cette petite rente qui engraisse et pousse à la paresse des acteurs qui en bénéficient, ou plutôt utilisent leurs réseaux politiques pour l'entretenir. Dans un système opaque et quasi mafieux de récupération, location et revente de licence, totalement anormal. G7 sera sûrement puni, mais nous aussi. Dommage. Nous aimons laisser passer, en France, les occasions de prendre le leadership mondial, par trop d'arrogance ou de paresse, ce qui est une insulte à la créativité des français.

Le plus surprenant, pour moi, fut que les taxis perclus de dettes et croulant sous d'épuisantes heures hebdomadaires, depuis plus de 30 ans, soient aussi prompts à brûler des pneus porte maillot à l'arrivée de Uber, alors que leur premier exploitateur est resté à l'abri de leur courroux. Mais « courroux coucou » est devenu leur devise face à l'arrivée de ceux qui allait les faire passer de la survie à la détresse. Comme toujours les français ne se révoltent que lorsqu'ils ont un pied dans la tombe. Nous représentons incroyablement cette blague du suicidé qui se jette du 30^{ème} étage, et crie en passant au 10^{ème} « jusqu'ici tout va bien ! ». Nous n'aimons pas anticiper, on rattrape. Par le haut, en comblant toujours nos retards dans l'urgence et la précipitation. Mais jusqu'ici à avec un certain succès. Par le bas, en sortant de notre torpeur, et en retrouvant notre sens de la révolte quand notre vie est en jeu. Avant « tout va bien ».

Le législateur qui ne comprend rien ou si peu au numérique a traduit cela dans la seule langue qu'il comprend, la langue politique. Il en a fait un enjeu pour le journal de 20H, en tentant de jouer la nounou réparatrice, cajolant et menaçant les uns et les autres, pour aboutir à un compromis, qui comme tout compromis, ne fait que des malheureux. Des perdants. On ne construit par l'avenir, d'acteurs d'une nation, ni de membres d'une corporation, sur un sentiment de défaite, car tôt ou tard, la nature revient au galop et cherche sa victoire. On a donné à Laurent Grandguillaume une tâche impossible que seule une âme noble et ouverte comme lui, pouvait accepter. Une mission impossible qui accouche d'une solution qui ne fait que des mécontents. Même Tom Cuise aurait manqué celle-là. Plutôt que de réécrire la loi, après avoir déchiré cette hérétique législation qui coupe les cheveux du transport en quatre, créant des conducteurs d'ambulance, des LOTTIS, des VTC et des taxis, pour donner autant de visages différents à une profession qui a une face unique. Nous aurons dû éviter cette farce qui conduit à distinguer et différencier un homme ou une femme, qui conduit une personne, d'un point A à un point B, dans un véhicule. Nous le faisons vous et moi, tous les jours, sans autre chose qu'un permis obtenu parfois 30 ans plus tôt, sans que personne ne s'inquiète de l'état de notre savoir-faire et du respect que nous avons du code et de nos passagers.

Rappelons le degré d'exigence que nous avons pour ces chauffeurs, quand on permet, en France, à une personne sans permis de conduire un véhicule ! Car l'amitié de François Mitterrand avait permis à Guy Ligier d'inventer le concept de « l'interdit permis ». Pas de permis, mais quand même le droit de conduire sur la voie publique. P ays du paradoxe.

Autre paradoxe : Blablacar et Heetch. Un homme dont ce n'est pas le métier, emmène vos enfants, d'un point 1 à un point B et parfois sur de longues distances, dont on sait qu'elles sont les plus meurtrières (endormissement, visibilité, fatigue, météo..), sans formation particulière et rien d'autre qu'une petite assurance souscrite par Blablacar. Et on trouve cela (à juste raison) normal. Par contre, HEETCH, qui emmène, vos enfants, le soir, de Paris à banlieue, via un chauffeur lui aussi improvisé, et simplement assuré, se retrouve lui en correctionnelle, devant répondre à la fureur de 1200 parties civiles, liguées contre une société qui du haut de ces 2M de chiffre d'affaire, déstabiliserait un marché Parisien estimé à plusieurs centaines de millions de CA !

Désormais, la bataille change encore de forme De taxis à VTC, elle devient une bataille de statut, entre certains VTC (Chauffeur Privé et sa campagne anti UBER en 4*3 dans le métro et les abribus) et UBER. Puis entre les chauffeurs Uber et leur « employeur ». C'est en version accélérée, le processus de recherche de « nouvel équilibre » que la nature, aidée des acteurs, cherche à retrouver après une rupture du statu quo. C'est une loi humaine, ce qui part vers le haut est amené à retomber et ce qui est déséquilibré, cherche, par tous les moyens à retrouver une nouvelle forme d'équilibre.

De cette situation qui confirme la théorie du chaos, une anarchie logique, dont on ne devine le fil rouge qu'une fois que ses effets deviennent visibles. La nature cherche son chemin.

La nature humaine d'abord. Qui cherche dans cette activité salvatrice pour la plupart des chauffeurs (67% étaient au chômage auparavant), une sécurité et une stabilité qui paraîtrait la contrepartie normale au fait qu'ils soient indépendants et non salariés. Ces chauffeurs ne peuvent subir des changements brutaux et non concertés, sous prétexte qu'ils seraient devenus des entrepreneurs, qui comme tout entrepreneurs devraient subir la loi du marché. Non. Ils sont ce que les anglais appellent avec plus de justesse des « self employed » et non des entrepreneurs. Ils créent leur emploi. C'est différent et on doit en tenir compte et ne pas laisser des dérives s'installer entre les puissants et les plus faibles. Mais c'est aussi au plus faibles de se bouger et se défendre, ce qu'ils tentent de faire en ce moment.

La nature économique. Le libéralisme ne consiste pas à tout laisser faire contrairement à ce que prétendent certains baratineurs dogmatiques, habitués des plateaux TV parisiens. Le respect de l'humain, qui marque le libéralisme social, impose de s'assurer que la loi ou l'Etat jouent leur rôle régulateur quand cela devient nécessaire. Cela devient nécessaire. Non pas en forçant le pied de la princesse digitale dans la chaussure de l'ancienne économie. Mais en rétablissant l'équilibre, en contrepartie d'un maintien de la flexibilité. Et si l'Etat ne le fait pas, nous nous devons de réunir les acteurs pour y aboutir.

La nature juridique. Il faut faire en sorte que les changements de condition d'exploitation d'un service ne puissent faire le yoyo, au détriment des plus démunis. Le droit ne doit pas l'admettre. Dans le même temps, Uber, pas plus que le Cab, Allo Cab, Marcel, Chauffeur Privé, ne sont la cause des difficultés financières des taxis Parisiens (et des grandes métropoles). C'est bien la conséquence d'un terrorisme qui a prélevé sa dime sur le chiffre d'affaire de la profession, qui avait tout à fait de quoi accueillir les 49 000 VTC supplémentaires arrivés en France depuis 2013. D'ailleurs les défaillances de taxis sont en forte baisse, à peine une centaine en région parisienne et le chiffre d'affaire global de la profession a augmenté de façon conséquente. Si les 30% de touristes qui nous manquent revenaient, tout le monde retrouverait un chèque de fin de mois tout à fait correct. Et Uber ne peut profiter de cette période de détresse pour imposer de nouvelles conditions, toutes à son avantage, à ces hommes et femmes sans lesquelles cette société n'existerait pas. Et ils ont tout intérêt à le faire. Pour la qualité de service et le bien être de ses chauffeurs, car un service client impeccable exige des gens heureux.

L'Observatoire de l'Ubérisation va tenter d'intervenir dans ce conflit et d'aplanir les difficultés rencontrées dans la construction d'un dialogue entre des hommes et des femmes qui sont retranchés dans leur entêtement, leur dogmatisme et les clichés. La rencontre est toujours le premier pas vers le dialogue et la compréhension, le dialogue vers le respect et le respect vers la solution.

Mais gardons en tête que l'Ubérisation ne concerne pas que les VTC/TAXIS car tous les secteurs d'activité sont concernés et ils n'en représentent qu'une minuscule partie, même si leur conflit est plus visible que les autres. Il ne s'agit donc pas de régler les problèmes en créant autant de solutions que d'industries, mais en proposant des règles éthiques, juridiques, humaines et économiques, qui couvrent l'indépendant en France. En commençant par en changer leur nom, afin de passer d'indépendant à « auto-employé » ou « non salarié » afin d'éviter que des combats humains ne soient pollués par la sémantique. L'observatoire tentera d'être le père Noël qui traite chacun en fonction de ses bonnes actions et bonnes intentions. Joyeuses fêtes !